



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
DREAL Bourgogne-Franche-Comté  
Ud 39-71 / Antenne de Chalon-sur-Saône  
1 rue Georges Feydeau  
71100 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 08/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Manufacture française des pneumatiques Michelin**

Zone industrielle de la Fiolle  
BP 46  
71450 Blanzay

Références : XG/CS/2025/C\_172

Code AIOT : 0005401253

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement Manufacture française des pneumatiques Michelin implanté Zone industrielle de la Fiolle BP 46 71450 Blanzay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'effectue dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle et plus spécifiquement sur les thématiques de la sécheresse et des modifications apportées à l'installation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Manufacture française des pneumatiques Michelin

- Zone industrielle de la Fiolle BP 46 71450 Blanzay
- Code AIOT : 0005401253
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Manufacture française des pneumatiques Michelin exploite, sur le territoire de la commune de Blanzay, un site spécialisé dans la production de pneumatiques « génie civil » (carrières, chantiers de travaux public et ports) et de produits semi-finis dont la production alimente des usines du groupe à l'international. Le site dispose également d'un pôle d'ingénierie et intervient pour le groupe dans le champ de la recherche et développement.

L'établissement emploie environ 1000 personnes et fonctionne en 3x8h pour la production, du lundi au samedi, sauf l'activité de cuisson également réalisée le dimanche.

L'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement Seveso seuil haut est régulièrement autorisée, entre autres, par l'arrêté préfectoral n° DLPE/BENV-2015-309-1 du 5 novembre 2015.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Porter à connaissance projet Opale	Arrêté Préfectoral du 05/11/2025, article 1.7.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exemption	Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article Annexe 3	Sans objet
2	Réduction des prélèvements/consommations	Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article Annexe 3	Sans objet
3	Registre	Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article Annexe 3	Sans objet
4	Adaptation de l'autosurveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 12/06/2020, article 3.3.1.1	Sans objet
5	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 05/11/2025, article 1.7.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	projet Hydraloop		
6	Porter à connaissance projet chaudières	Arrêté Préfectoral du 05/11/2025, article 1.7.1	Sans objet
8	Mise à jour des études d'impact et de dangers	Arrêté Préfectoral du 05/11/2025, article 1.7.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection retient de l'inspection l'engagement de l'exploitant dans sa démarche environnementale, d'une part, de sobriété hydrique par la mise en œuvre du dispositif Hydraloop, de réutilisation des eaux traitées du site, visant à réduire le prélèvement en eau brute d'environ 78% à terme et, d'autre part, de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> par la réduction de puissance des chaudières à énergie fossile.

Par ailleurs, l'inspection souligne l'implication de l'exploitant dans la conduite des modifications apportées à l'installation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Exemption

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article Annexe 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliqueront.</p> <p>Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Un document spécifique appelé plan de sobriété hydrique (PSH), comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures temporaires mises en place, économies d'eau réalisées...) est mis à la disposition en cas de contrôle. Toutefois, pour les prélèvements de plus de 10 000 m<sup>3</sup>/an, des réductions de prélèvement d'eau de respectivement 5, 10 et 25% pour les niveaux alerte, alerte renforcée et crise par rapport au volume de référence sont un objectif cible à viser au minima au travers des plans de sobriété hydrique ou dans les arrêtés préfectoraux fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse le cas échéant.</p> <p>Sont exemptés les prélèvements pour les activités des ICPE nécessaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à l'alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux,</li> <li>- à la transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières</li> </ul>

d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée.

**Constats :**

L'exploitant a sollicité du préfet, par courrier en date du 19 août 2025, le bénéfice du régime d'exemption prévu par les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 modifié qui stipule que sont exemptés de restriction : « Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur. »

En application de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 15/07/2024, l'arrêté ministériel du 30/06/2023 n'est pas applicable directement. Pour bénéficier d'une exemption, l'exploitant doit démontrer que ses besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées avec un document spécifique appelé plan de sobriété hydrique (PSH) à l'appui (application de l'Annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 15/07/2024).

L'exploitant met en œuvre, depuis le début de l'été, le dispositif dénommé Hydraloop de réutilisation des eaux usées du site et démontre une utilisation supérieure à 20 % d'eaux réutilisées par rapport au volume prélevé en eau brute et une réduction du prélèvement d'eau brute allant jusqu'à 97 %.

L'exploitant a ainsi défini et formalisé un plan de sobriété hydrique (PSH) au travers du dossier relatif à la solution Hydraloop de traitement et de réutilisation des eaux du site qui est mise en œuvre sur le site et permet d'atteindre 97 % de réutilisation de l'eau à certaines périodes. La condition d'exemption est satisfaite

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Réduction des prélèvements/consommations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article Annexe 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prélèvements

**Prescription contrôlée :**

Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7 000 m<sup>3</sup> par an :

- seuls les usages prioritaires de l'eau sont maintenus (santé, salubrité, sécurité civile, AEP, abreuvement des animaux). Une priorisation des usages pourra être conduite au cas par cas pouvant conduire à une augmentation des prélèvements et/ou consommation plafonnés à 50 % par rapport à la moyenne hebdomadaire.

Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées.

**Constats :**

L'exploitant bénéficie de l'exemption des réductions des prélèvements du fait du plan de sobriété hydrique (PSH) et de la réutilisation des eaux du site qui atteint 97 % à certaines périodes (cf. point de contrôle précédent). Il reporte les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et limite les rejets du fait de la réutilisation des eaux. L'exploitant met par ailleurs en œuvre un plan d'action sécheresse avec suivi hebdomadaire hors période de restriction et quotidien en période

de restriction.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Registre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article Annexe 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prélèvements

**Prescription contrôlée :**

Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7 000 m<sup>3</sup> par an :

- registre quotidien pour tout prélèvement et/ou consommation supérieure à 100m<sup>3</sup>/j mis à disposition des services de contrôle.

**Constats :**

L'exploitant tient un registre informatisé de suivi du prélèvement et de la consommation d'eau sanitaire et d'eau brute, comprenant un relevé quotidien automatisé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Adaptation de l'autosurveillance des rejets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/06/2020, article 3.3.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prescriptions en cas de sécheresse

**Prescription contrôlée :**

Dispositions à prendre selon le niveau de restriction	Vigilance	Alerte Alerte renforcée Crise
Autosurveillance des rejets aqueux et des prélèvements d'eau		L'exploitant met en place un programme renforcé d'autosurveillance en matière de périodicité et de valeurs limites. Ce renforcement peut être adapté en fonction des paramètres et de leur représentativité au regard de leur impact sur le milieu.

**Constats :**

1. L'exploitant renforce l'autosurveillance des rejets aqueux et des prélèvements en eau par

1. L'exploitant renforce l'autosurveillance des rejets aqueux et des prélèvements en eau par la mise en œuvre d'un plan d'action "sécheresse" comprenant le suivi quotidien des prélèvements et du recyclage de l'eau et une fréquence d'analyse doublée en période de restriction.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 :** Porter à connaissance projet Hydraloop

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/11/2025, article 1.7.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Modifications

**Prescription contrôlée :**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

**Constats :**

L'exploitant a porté à la connaissance du préfet, par courrier en date du 18 juillet 2024, le projet d'installation d'un dispositif technique dénommé Hydraloop de traitement et réutilisation des eaux usées et pluviales collectées sur le site.

Ce dispositif a été démarré au début de l'été ; sa mise en service est progressive.

Un plan d'action d'amélioration de la conduite et la surveillance de la station d'épuration est en cours de mise en œuvre de manière à l'adapter à la nouvelle qualité des eaux collectées.

Le fonctionnement du dispositif, notamment les valeurs limites de rejet et le programme de surveillance, sera encadré par des dispositions spécifiques qui seront définies dans un arrêté préfectoral complémentaire modificatif des dispositions de l'arrêté d'autorisation du 05 novembre 2015.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 :** Porter à connaissance projet chaudières

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/11/2025, article 1.7.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Modifications

**Prescription contrôlée :**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

**Constats :**

L'exploitant a porté à la connaissance du préfet, par courrier en date du 23 juillet 2024, le projet de modifications des installations de chauffage du site.

Dans le but de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de l'installation de combustion, l'exploitant a réduit la

puissance des deux chaudières à énergie fossile, initialement de puissance unitaire de 10,394 MW, à la puissance unitaire de 9,5 MW pour la chaudière n°1 et 9,7 MW pour la chaudière n°2. Les travaux d'installation d'une chaudière biomasse d'une puissance de 6,15 MW sont en cours et son démarrage est prévue à la fin de l'automne 2026.

A la mise en service de la chaudière biomasse, il procédera également à l'installation d'un système automatisé de limitation du fonctionnement simultané à deux chaudières.

L'installation fonctionnera ainsi sous 4 régimes possibles :

Régime de fonctionnement	chaudière biomasse seule	1 chaudière à gaz seule	1 chaudière à gaz + chaudière biomasse	2 chaudières à gaz
Puissance totale maximale (MW)	6,15	9,7	15,85	19,2

Ainsi, l'installation de combustion, actuellement classée au régime de l'enregistrement, sera déclassée au régime de la déclaration pour la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées.

Le fonctionnement du dispositif sera encadré par des dispositions spécifiques qui seront définies dans un arrêté préfectoral complémentaire modificatif des dispositions de l'arrêté d'autorisation du 05 novembre 2015.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Porter à connaissance projet Opale

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/11/2025, article 1.7.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Modifications

#### **Prescription contrôlée :**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### **Constats :**

L'exploitant a porté à la connaissance du préfet, par courrier en date du 27 février 2025, le projet de réorganisation des stockages de matières sur le site, notamment par la réaffectation du bâtiment 15 au stockage d'un volume 5 900 m<sup>3</sup>.

Il ne s'est pas positionné sur un éventuel changement de sa situation administrative. (non conformité)

Dans le même temps, l'exploitant cesse le stockage de liquides inflammables, activité classée au régime de l'autorisation pour la rubrique 1450 de la nomenclature des installations classées.

Il notifiera au préfet la cessation d'activité pour cette rubrique à l'issue de l'évacuation des produits inflammables et conduira la procédure de cessation d'activité conformément à l'article R512-39-1 et suivants du code de l'environnement.

L'exploitant doit définir précisément les matières qui seront stockées dans les différents lieux de

<p>L'exploitant doit définir précisément les matières qui seront stockées dans les différents lieux de stockage du site, notamment la qualification et la quantification des matières premières et produits semi-finis entrant dans les rubriques 2262 et 2663 de la nomenclature, de manière à pouvoir prendre position sur le classement de l'installation au titre des rubriques 1510, 2662 et 2663 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>La situation administrative de l'établissement sera mise à jour par un arrêté préfectoral complémentaire modificatif des dispositions de l'arrêté d'autorisation du 05 novembre 2015.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant notifiera au préfet la cessation d'activité pour la rubrique 1450 et conduira la procédure de cessation d'activité conformément à l'article R512-39-1 et suivants du code de l'environnement.</p> <p>Il transmettra au préfet l'actualisation de la situation administrative de l'établissement au titre des rubriques de la nomenclature des installations classées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 8 : Mise à jour des études d'impact et de dangers**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/2025, article 1.7.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté l'évolution des impacts et des phénomènes dangereux pour chacune des modifications notables notifiée au préfet.</p> <p>Il a prévu la mise à jour de l'étude d'impact et de l'étude des dangers à l'issue de la mise en œuvre des trois modifications notables (Hydraloop, chaudières, Opale) portées à la connaissance du préfet au jour de l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection l'actualisation de l'étude d'impact et de l'étude de dangers à l'issue de la mise en œuvre des modifications notables portées à la connaissance du préfet.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>